



**ACCORD-CADRE DE SERVICES**  
**« ENTRETIEN ÉCOLOGIQUE RESPONSABLE DES ESPACES VERTS, MONS »**  
**LOT 1**

CAHIER SPÉCIAL DES CHARGES RÉF. S/20/0300

PROCÉDURE OUVERTE EUROPÉENNE

DATE D'OUVERTURE ÉLECTRONIQUE DES OFFRES : MARDI 5 JANVIER 2021 À 10:00 :00



## CLAUSES ADMINISTRATIVES

- A -	<b>LISTE DES DÉROGATIONS ET MOTIVATIONS</b>
<p>Liste des articles de l'arrêté royal du 22 juin 2017 modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures auxquels il est dérogé et motivation des dérogations :</p> <p>– Article 44, §2 – 45, §3 ; Vu la nature du marché, le délai de 15 jours calendrier et le moyen de communication dont dispose l'adjudicataire conformément à l'article 44, § 2, de l'arrêté royal précité du 14 janvier 2013, pour faire valoir ses moyens de défense, ne sont pas adaptés dans le cadre de la constatation de défaut d'exécution. Par nature du marché, il est entendu que les prestations d'entretien d'espaces verts (comprenant en grande partie des tontes) impliquent une périodicité dépendante des conditions climatiques. Ainsi, sachant que les tontes d'effectuent en moyenne toutes les 2 semaines, il est nécessaire que l'adjudicateur puisse réagir dans des délais plus courts afin de régler tout manquement à la bonne exécution des prestations.</p>	
- B -	<b>ADRESSES</b>
<p><b>Adjudicateur en charge de la procédure de passation du marché :</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Immobilière sociale Toit&amp;moi SCRL</b> Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons</p> <p><b>Service dirigeant :</b>                      <b>Service Support-Achats</b> Pierre Claerbout, Directeur gérant</p> <p>Toute information ou demande relative au marché peut être adressée, par écrit uniquement et avec la mention « marché de services n° S/20/0300 », à l'attention de Madame Dominique Winant, chef de service Achats (Courriel : <a href="mailto:dwinant@toitetmoi.be">dwinant@toitetmoi.be</a>)</p>	
- C -	<b>OBJET DU MARCHÉ</b>
<p>Le marché a pour objet l'entretien des espaces verts, en ce compris l'évacuation des déchets verts et autres présents sur les zones concernées.</p> <p>Lieu de livraison : entité de Mons.</p>	
- D -	<b>DURÉE DU MARCHÉ</b>
<p>Le marché a une durée de maximum 48 mois entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2024.</p>	
- E -	<b>MODE DE PASSATION DU MARCHÉ ET PUBLICITÉS LÉGALES</b>
<p>Le marché sera conclu par procédure ouverte (art. 36 de la loi du 17 juin 2016) Publications : Bulletin des Adjudications J.O.U.E. site internet de Toit&amp;moi (<a href="http://www.toitetmoi.be/marches-publics/">http://www.toitetmoi.be/marches-publics/</a>) site internet de la Ville de Mons</p>	
- F -	<b>CRITÈRES D'ATTRIBUTION</b>
<p>Le marché sera attribué au soumissionnaire remplissant les conditions d'accès et les critères de sélection qualitative et dont l'offre régulière sera la plus avantageuse déterminée sur base du prix.</p>	



- G - CARACTÉRISTIQUES DES LOTS		
N° lot	Désignation	Estimation (€ hors T.V.A.)
Lot 1	Entretien écologique des espaces verts, Mons	> 214.000,00€
Lot 2	Tontes de pelouses, entretien des allées et chemins	
Les soumissionnaires peuvent remettre prix pour les 2 lots.		
Maximum 1 lot attribué par soumissionnaire.		

<b>- H -</b>	<b>MODE DE DÉTERMINATION DES PRIX DU MARCHÉ</b>
Marché à bordereau de prix	

<b>- I -</b>	<b>FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS</b>
<p>L'adjudicataire procèdera aux prestations selon les besoins du pouvoir adjudicateur dans les délais mentionnés à u cahier spécial des charges et suivant les bons de commande.</p> <p>Conformément à l'article 32, §3 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, sont inclus dans le prix tant unitaires que globaux, tous les frais, mesures et impositions quelconques inhérents à l'exécution du marché dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>1° la gestion administrative et le secrétariat ;</li><li>2° le déplacement, le transport et l'assurance ;</li><li>3° la documentation relative aux services ;</li><li>4° La livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution ;</li><li>5° les emballages ;</li><li>6° la formation nécessaire à l'usage ;</li><li>7° le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail</li></ul>	

<b>- J -</b>	<b>DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES</b>
6 mois	



- K -	<b>BASE LÉGALE ET RÉGLEMENTAIRE</b>
<p>Le présent marché est soumis, pour sa passation et son exécution, outre au présent cahier spécial des charges aux versions coordonnées/consolidées de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ; ;</li><li>- L'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans le secteur classique et ses modifications ultérieures ;</li><li>- L'arrêté royal du 22 juin 2017 modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;</li><li>- La loi du 16 février 2017 relative à la motivation, à l'information, et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;</li><li>- La loi du 8 décembre 1992 et à l'arrêté royal du 13 février 2001 relatif à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;</li><li>- La loi du 4 août 1996 concernant le bien-être du travailleur et ses modifications ultérieures ;</li><li>- Le règlement n°2016/679 « Règlement général sur la protection des données » et ses modifications ultérieures ;</li><li>- Toute autre réglementation ayant un lien avec le présent marché</li></ul> <p>L'adjudicataire est tenu de respecter et de faire respecter par toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et par toute personne mettant du personnel à sa disposition :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles aussi bien en matière de sécurité et d'hygiène qu'en ce qui concerne les conditions générales de travail, que celles-ci résultent de la loi ou d'accords paritaires sur le plan national, régional ou local ;</li><li>- toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en matière fiscale et de sécurité sociale.</li></ul>	
- L -	<b>COMPOSITION DU CAHIER DES CHARGES</b>
<p>Le dossier de mise en concurrence comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le présent document : clauses administratives du lot 1</li><li>- les clauses administratives du lot 2</li><li>- les clauses techniques</li><li>- l'inventaire du lot 1</li><li>- l'inventaire du lot 2</li><li>- le formulaire d'offre du lot 1</li><li>- le formulaire d'offre du lot 2</li><li>- plans</li></ul>	
- M -	<b>CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS DE MARCHÉ</b>
<p>A télécharger gratuitement</p>	



- N -	<b>ENVOI, RÉCEPTION ET OUVERTURES DES OFFRES, MODIFICATIONS ET RETRAITS D'OFFRES</b>
<p>Le pouvoir adjudicateur impose l'utilisation des moyens électroniques sous peine de nullité de l'offre. Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur <b>au plus tard le 5 janvier 2021 à 10:00:00</b>. Les offres électroniques doivent être envoyées via le site internet e-tendering <a href="https://eten.publicprocurement.be">https://eten.publicprocurement.be</a> qui garantit le respect des conditions établies à l'article 14 §6 et 7 de la loi du 17 juin 2016.</p> <p>Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur le fait que l'envoi d'une offre par mail ne répond pas aux conditions de l'art. 14 §6 et 7 de la loi du 17 juin 2016. En effet, le rapport de dépôt des offres devra être revêtu de la signature électronique qualifiée. En introduisant son offre par des moyens électroniques, le soumissionnaire accepte que les données de son offre soient enregistrées par le dispositif de réception.</p> <p>Plus d'informations peuvent être obtenues sur le site : <a href="http://www.publicprocurement.be">http://www.publicprocurement.be</a> ou via le numéro de téléphone du helpdesk du service e-Procurement : +32 (0)2 790 52 00. »</p> <p><b>Modifications ou retrait des offres :</b></p> <p>Toute modification à une offre déjà envoyée ou remise ainsi que son retrait devront respecter les prescriptions de l'article 43 §2 de l'arrêté royal du 18 avril 2017. Ainsi, toute modification ou retrait donnera lieu à l'envoi d'un nouveau rapport de dépôt électronique qui devra être revêtu d'une signature électronique qualifiée.</p> <p><b>Dépôt et ouverture des offres :</b></p> <p>Toute offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt. Les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées. La séance d'ouverture des offres électroniques aura lieu <b>le 5 janvier 2021 à 10:00:00</b></p>	

- P -	<b>EVENTUELLE(S) DISPOSITION(S) COMPLÉTANT LA DEUXIÈME PARTIE DU PRÉSENT CAHIER</b>
<p>Marché conjoint</p> <p>Visite obligatoire</p> <p>Accord-cadre avec 1 opérateur économique par lot</p> <p>Variantes interdites</p> <p>Options interdites</p>	

- Q -	<b>SIGNATURES</b>	
Le ... / ... / ...	Le ... / ... / ...	
...	P. CLAERBOUT	
...	Directeur gérant	



## 1 PRÉAMBULE

### **Accord-cadre**

Cet accord-cadre de services est un accord entre les pouvoirs adjudicateurs concernés par le marché conjoint et un prestataire de services ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés à passer au cours d'une période donnée, notamment en ce qui concerne les prix et, le cas échéant, les quantités envisagées. L'accord-cadre se caractérise par le fait qu'au jour de la conclusion de l'accord, il n'y a pas de services réellement commandés ; les commandes ne se faisant qu'au fur et à mesure de la survenue des besoins. Le présent accord-cadre est conclu avec un seul participant, les commandes sont attribuées en fonction des termes fixés dans le présent cahier spécial des charges.

Les quantités sont données à titre indicatif et leur non-respect (même dans le cas où aucune commande n'est passée) ne donne lieu à aucun dédommagement des participants.

### **Marché conjoint**

Cet accord-cadre est conclu sous forme de marché conjoint, ce qui signifie que ce marché est conclu pour le compte de deux (2) pouvoirs adjudicateurs différents. La procédure de passation du marché est entièrement gérée par l'Immobilière sociale *Toit&moi*. L'exécution du marché s'effectue pour le compte des deux (2) entités.

## 2 ADJUDICATEUR

### 2.1 IDENTIFICATION

#### **Adjudicateur :**

Immobilière sociale *Toit&moi* SCRL  
Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons  
Tél. : 065/47.02.01 – Fax : 065/47.02.12

Le pouvoir adjudicateur est le seul interlocuteur responsable et est donc le seul compétent pour modifier le marché et pour trancher les problèmes qui se posent lors de l'exécution. Il est représenté par le service dirigeant.

#### **Le service dirigeant de l'Adjudicateur est :**

Département administratif et financier  
Pierre CLAERBOUT, directeur gérant  
Tél. : 065/47.01.01 – Courriel : dwinant@toitetmoi.be

L'Adjudicateur transmettra les réponses aux questions posées (de manière anonyme) dans un avis rectificatif.

#### **Adjudicateurs utilisateurs du marché :**

Immobilière sociale *Toit&moi* SCRL  
Adresse : place du Chapitre n°2 à 7000 Mons

Collège communal de la Ville de Mons  
Adresse : Grand Place N°22 à 7000 Mons



## 2.2 FONCTIONNAIRE DIRIGEANT

Mandats du fonctionnaire dirigeant :

- Le fonctionnaire dirigeant est mandaté pour prendre toutes les décisions nécessaires, dans les limites imposées par le présent cahier spécial des charges, afin de veiller à la bonne exécution du marché ;
- Toute promesse, modification ou accord qui diverge des conditions de ce Cahier spécial des Charges et qui n'est pas notifié par le Adjudicateur est à considérer comme nul par les deux parties ;
- Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer tout ou partie de ses fonctions à un de ses délégués moyennant communication écrite aux participants concernés.
- Le fonctionnaire dirigeant ne peut prescrire de prestations supplémentaires quelconques - sauf en cas de péril en la demeure - sans l'accord écrit de l'Adjudicateur.

Toutes communications et notifications que l'attributaire estime devoir faire concernant son marché sont faites, par écrit, au fonctionnaire dirigeant.

L'attributaire ne pourra se prévaloir du fait qu'une surveillance ou un contrôle a été exercé par l'Adjudicateur ou son fonctionnaire dirigeant pour prétendre être dégagé de sa responsabilité si les prestations venaient à être refusées ultérieurement.

Si l'attributaire désigne un délégué pour la conduite et la surveillance des prestations, il doit en informer le fonctionnaire dirigeant, par écrit, en fournissant l'étendue du mandat. L'Adjudicateur a, à tout moment, le droit d'exiger le remplacement du délégué.

## 3 OBJET ET NATURE DU MARCHÉ

### 3.1 OBJET DU MARCHÉ

Les prescriptions techniques des services, objets du présent accord-cadre, figurent aux clauses techniques.

**Ce marché ne confère aucun droit d'exclusivité à l'attributaire.**

Le marché se rapporte à l'entretien d'espaces verts et plus particulièrement :

- Tonte de pelouses
- Entretien des bords de pelouses
- Entretien des allées et chemins
- Taille de haies
- Ramassage de feuilles
- Fauchage
- Débroussaillage
- Ramassage de déchets sur les parcelles à entretenir

**L'attention des soumissionnaires est attirée sur la gestion de parcelles de petites dimensions et de leur proximité avec les logements appartenant à l'immobilière sociale Toit&moi.**

### 3.2 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a une durée de max. 4 ans à dater du 15<sup>ème</sup> jour suivant la date de réception du courrier de notification. Les prestations reprises à l'inventaire ne débiteront toutefois que lors des premières tontes (mars-avril 2021).

Chaque partie peut mettre fin de manière anticipée à l'accord-cadre sans que cette résiliation ne soit tributaire d'une quelconque faute, moyennant cependant un préavis de 9 mois à compter du courrier recommandé informant l'autre partie de la résiliation. Il s'agit d'une résiliation « sans faute ».



L'article 1794 du Code civil ne s'applique pas au présent accord-cadre. En cas de rupture anticipée de l'accord-cadre par l'adjudicateur, l'attributaire n'a droit qu'au paiement de la part de marché qui a été commandée.

### **3.3 VARIANTES ET OPTIONS**

Les variantes sont interdites. Aucune variante facultative ou obligatoire n'est prévue.

Il n'y a pas d'options.

## **4 MOTIFS D'EXCLUSION ET SÉLECTION QUALITATIVE**

### **4.1 DROIT D'ACCÈS**

- 4.1.1 Le soumissionnaire atteste qu'il ne fait l'objet d'aucune condamnation pénale au sens de l'article 67, § 1er, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou, en cas de condamnation pénale, qu'il a adopté des mesures de nature à démontrer leur fiabilité en dépit d'un motif d'exclusion obligatoire et ce, conformément à l'article 70 de la loi (mesures correctrices).

**Les soumissionnaires remplissent la partie III A du D.U.M.E. électronique**

L'adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger la production d'un extrait du casier judiciaire récent ou de tout document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente du pays dont le soumissionnaire est ressortissant.

- 4.1.2 Le soumissionnaire atteste qu'il est en ordre de paiement de ses impôts et taxes et de ses cotisations sociales, conformément à l'article 68, § 1er, de la loi.

**Les soumissionnaires remplissent la partie III B du D.U.M.E. électronique**

- 4.1.3 En outre, pour une période de 3 ans, l'accès au présent marché peut être refusé à tout prestataire, en application de l'article 69, 7°, de la loi, sous le coup d'un écartement résultant de défaillances importantes ou persistantes constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché antérieur passé par un adjudicateur, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.

**Les soumissionnaires remplissent la partie III C du D.U.M.E. électronique**

### **4.2 APTITUDE À EXERCER L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE**

Une liste de (**minimum 5**) services (**toutes**) fournis au cours des trois dernières années maximum, indiquant le montant (**minimum 50.000€ hors tva chacun**), la date (**minimum 4 mois consécutifs**) et le destinataire.

Il pourra être demandé aux soumissionnaires de compléter l'annexe 1.

**Les soumissionnaires remplissent la partie IV A (aptitude) du D.U.M.E. électronique**

### **4.3 RÈGLES COMMUNES**

S'il y a lieu, le soumissionnaire joint en outre à son offre tous les documents et renseignements qu'il juge utiles à en préciser la teneur.

Les soumissionnaires originaires d'autres pays des Communautés européennes qui sont dans l'impossibilité de fournir les attestations et certificats précités doivent joindre à leur offre tous les documents nécessaires pour établir qu'ils satisfont, de façon équivalente, à ces critères généraux et réglementaires de sélection.

Conformément à l'article 66 de la loi du 17 juin 2016, l'Adjudicateur se réserve expressément la possibilité d'inviter les soumissionnaires à compléter ou à expliciter les documents présentés. Il peut également, à quelque stade que ce soit de la procédure de passation, s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation de tout soumissionnaire. Une traduction des documents transmis pourra être





réclamée sauf s'il s'agit de document officiel émanant d'une autorité publique et rédigé dans une des langues officielles belges.

Les soumissionnaires ne sont pas dispensés de fournir les documents exigés et ce, même s'ils les ont déjà fournis dans une procédure antérieure organisée par le présent Adjudicateur.

En outre, la situation des soumissionnaires quant aux motifs d'exclusion et aux critères de sélection qualitative peut être revue avant l'attribution du marché afin de vérifier que leur situation ne s'est pas dégradée, sans qu'un soumissionnaire qui ne remplissait pas les conditions au moment de référence ne puisse prétendre à son intégration à ce stade de la procédure.

## **5 DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE D'ATTRIBUTION**

### **5.1 ERREURS OU OMISSIONS**

Lorsque le soumissionnaire découvre des erreurs ou omissions rendant impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, il les signale immédiatement par voie électronique à l'attention de Madame Dominique Winant, chef de service Achats (Courriel : [dwinant@toitetmoi.be](mailto:dwinant@toitetmoi.be)) et ce, au plus tard 10 jours avant la date ultime de réception des offres.

De même, toute demande de renseignements complémentaires et les questions relatives aux documents du cahier spécial des charges doivent être signalées immédiatement par voie électronique à l'attention de Madame Dominique Winant, chef de service Achats (Courriel : [dwinant@toitetmoi.be](mailto:dwinant@toitetmoi.be)) et ce, au plus tard 10 jours avant la date ultime de réception des offres.

Il ne sera répondu qu'aux questions ayant été envoyées au plus tard 10 jours calendrier avant la date limite pour le dépôt des offres.

### **5.2 MODÈLE ET CONTENU DE L'OFFRE**

L'offre est rédigée en français.

Sous peine de nullité, les offres doivent :

- Être introduite de manière électronique (<https://enot.publicprocurement.be>) ;
- Être signée électroniquement par une personne ayant les capacités à engager la société ;
- Comprendre le DUME complété informatiquement (<https://dume.publicprocurement.be>) ;
- Comprendre le formulaire de soumission ;
- Comprendre l'inventaire complété et établi sur le modèle communiqué ; les modèles informatisés qui lui seraient éventuellement substitués devant correspondre exactement à la structure du modèle imposé. Toute modification à l'inventaire devra faire l'objet d'une note justificative jointe à l'offre ;
- Comprendre les attestations de visite

Les offres comprendront également la preuve que le(s) signataire(s) de l'offre a (ont) qualité pour ce faire ;

Les corrections des erreurs découvertes dans les quantités présumées ne sont pas autorisées.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente qui seraient contraires au présent cahier des charges, même si celles-ci sont mentionnées dans l'un ou l'autre document annexé à son offre.

Par le dépôt de son offre et la visite des sites, le soumissionnaire reconnaît :

- avoir examiné tous les documents mis à sa disposition par l'Adjudicateur et avoir sollicité et obtenu tous les renseignements utiles et nécessaires à l'établissement de son offre ;
- avoir établi son offre d'après ses propres opérations, calculs et estimations ou sur base des documents présentés mais aussi des renseignements et investigations auxquels il a jugé nécessaire de recourir
- s'être rendu sur les lieux pour les visiter afin de se rendre compte de leur disposition, de leurs moyens d'accès, des sujétions éventuelles, etc.



## 6 VISITE

**Lot 1 : La visite des sites est obligatoire, sous peine d'exclusion.**

Les demandes de visite seront adressées par courriel :

[pagazzi@toitetmoi.be](mailto:pagazzi@toitetmoi.be)

[nrustin@toitetmoi.be](mailto:nrustin@toitetmoi.be)

Les soumissionnaires devront informer de leur présence, par mail, au plus tard la veille des dates de visites prévues ci-dessous et devront mentionner le nom de l'entreprise et la ou les personnes présentes. Pour plus de facilité, la référence du marché (S/20/0300) devra être indiquée dans l'objet du mail.

Dates des visites :

- 17 et 18 novembre 2020
- 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2020

RDV : parking, rue F. Maréchal n°26 à 7000 Mons à 8h30.

Le port du masque est obligatoire.

Le soumissionnaire devra être présent durant les deux journées de visite. L'attestation ne sera remise qu'après la deuxième journée.

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation de visite qui lui sera remise par le fonctionnaire dirigeant, selon laquelle il a visité les sites afin qu'il se rende compte de la situation exacte et des conditions d'exécution du présent marché. L'attestation ne sera validée que si tous les sites ont été visités.

L'investigation superficielle des lieux ne pourra être invoquée par l'adjudicataire comme prétexte à quelconque manquement, erreur ou omission dans la soumission engendrant des suppléments de prix en cours d'exécution.

**Toutes questions et/ou remarques à émettre suite à la visite des sites, pouvant avoir une influence sur l'exécution du marché, devront être transmises au pouvoir adjudicateur dans les moindres délais et au plus tard 10 jours avant la date de remise des offres.**

## 7 PRIX

Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 32, §3 de l'Arrêté royal du 18 avril 2017, il y a lieu en outre de tenir compte des éléments suivants :

- Mise en décharge des déchets issus des prestations
- Consommables liés à l'exécution des prestations
- Frais de sécurisation des sites
- Utilisation des EPI
- Frais de déplacements ;
- Frais administratifs liés aux conditions d'exécution telles que décrites au cahier spécial des charges

Le montant total de l'offre ainsi que les prix unitaires qui y sont joints sont exprimés en chiffres et en toutes lettres. En cas de discordance, seuls les prix exprimés en lettres feront foi. Il ne sera tenu compte, tant dans les quantités que dans les prix, que de deux décimales.

Les prix unitaires et globaux de chacun des postes doivent être établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers divers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Les postes à prix « pour mémoire » sont des postes pour lesquels le prix doit être ventilé sur l'ensemble des prix remis pour les autres postes en fonction de leur importance. Aucun prix ne peut donc être remis au regard des postes en « pour mémoire ».



Les prix comprennent toutes les impositions généralement quelconques, applicables au moment du dépôt de l'offre, auxquelles est assujéti le marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée (paiement de la TVA sous le régime de l'auto-liquidation).

Du fait de son offre, le soumissionnaire reconnaît que tous les accessoires nécessaires à ses missions font partie intégrante du marché de façon à réaliser les prestations de services complètes, rien excepté, ni réservé.

Par la remise de son offre, l'adjudicataire sera considéré comme ayant accepté les termes et conditions du présent cahier spécial des charges, en ce y compris les délais.

Les conditions générales de l'adjudicataire et ou de ses éventuels sous-traitants, contraires au présent cahier spécial des charges ne sont pas applicables au présent marché.

Tous les frais encourus à l'occasion de la préparation et de la présentation de l'offre seront entièrement à charge du soumissionnaire.

#### **7.1 VÉRIFICATION DES PRIX**

Sur simple demande écrite de l'Adjudicateur, le soumissionnaire doit fournir dans un délai maximal de 12 jours calendrier, toutes indications destinées à permettre la vérification des prix offerts.

#### **7.2 CRITÈRES D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

L'adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse déterminée sur base du prix ; prix qui sera le montant global de l'inventaire.

**Un seul lot attribué par soumissionnaire : le lot n°2 ne pourra pas être attribué à l'attributaire du lot n°1.**

#### **7.3 AUTORISATION DE COMMUNICATION**

Le soumissionnaire retenu consent à ce que son nom, le montant de l'offre ainsi que l'objet du marché soient publiés par la Société wallonne du logement, et communiqués à première demande à toute personne, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 relatif à la publicité des marchés publics passés par les sociétés de logement de service public.

#### **7.4 COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE ET LÉGISLATION APPLICABLE**

Les tribunaux de l'arrondissement de Mons sont seuls compétents pour connaître de tout litige relatif à l'exécution du présent marché (en ce compris de son cautionnement) et/ou à l'interprétation des dispositions du cahier spécial des charges.

Cette clause demeure valable en cas de litispendance, connexité ou d'appel en garantie.

La loi belge est d'application à l'exclusion de toute autre.

#### **7.5 FACULTÉ DE RENONCER À PASSER LE MARCHÉ**

Conformément à l'article 58 de la loi du 17 juin 2016, le pouvoir adjudicateur a le droit de n'attribuer que certains lots et, éventuellement, de décider que les autres lots feront l'objet d'un ou plusieurs nouveaux marchés, au besoin selon un autre mode.

#### **7.6 PROTECTION DES DONNÉES**

Tous les documents et informations orales ou écrites communiquées aux soumissionnaires ou dont ils ont connaissance dans le cadre de la procédure d'attribution et dans le cadre de l'exécution du marché public sont considérés comme strictement confidentiels. Ces documents ou informations ne pourront en aucun



cas être communiqués à des tiers ou utilisés à des objectifs étrangers à la préparation de l'offre ou à l'exécution du marché, sauf autorisations préalables et écrite de l'adjudicateur.

L'adjudicateur s'abstiendra de divulguer à des tiers les informations ayant été expressément considérées comme confidentielles par les soumissionnaires, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de ces derniers. Cette obligation de confidentialité n'est cependant pas d'application :

- Quand l'information en question est déjà tombée dans le domaine public, d'une autre manière qu'en violation de la présente disposition ;
- Quand la communication de l'information est requise par la disposition légale, une décision judiciaire ;
- Quand l'information est destinée à des conseillers financiers, juridiques ou assimilés ou soumis à une obligation de secret professionnel ;
- Quand l'information est nécessaire dans une procédure juridictionnelle mais uniquement en vue d'assurer le respect des droits de la défense ou le droit à un procès équitable.

Sous réserve de l'application de la législation sur la transparence administrative, les soumissionnaires sont invités à indiquer expressément quelle(s) partie(s) de leur offre doit (doivent) être considérée(s) comme confidentielle(s).

#### Traitement des données à caractère personnel

La « législation sur la protection des données » désigne toute législation en vigueur au sein de l'Union européenne en matière de protection des données personnelles, y compris :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après RGPD).
- La loi du 30 juillet 2018 « relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel » (ci-après LVP).

Les termes « responsable du traitement », « sous-traitant », « personne concernée », « données à caractère personnel », « violation de données à caractère personnel » et « traitement » ont la même définition que celle donnée dans la législation sur la protection des données.

Les termes « traité » et « traiter » doivent être interprétés conformément à la définition du « traitement ».

Le sous-traitant (adjudicataire), dans le cadre du présent marché, agira au nom et pour le compte du responsable du traitement.

Le Responsable de traitement met à disposition du Sous-traitant (adjudicataire) des données à caractère personnel (tel que défini dans le RGPD) dont il est responsable.

Le sous-traitant (adjudicataire) reconnaît être soumis aux droits et obligations du RGPD et de la LVP spécifiques aux sous-traitants. Le sous-traitant (adjudicataire) reconnaît en outre que le responsable du traitement est soumis aux droits et obligations du RGPD et de la LVP spécifiques aux sous-traitants.

Le sous-traitant (adjudicataire) reconnaît également présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Le sous-traitant (adjudicataire) ne recrute pas un autre sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, du responsable du traitement. Dans le cas d'une autorisation écrite générale, le sous-traitant (adjudicataire) informe le responsable du traitement de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au responsable du traitement la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

Lorsque des données à caractère personnel sont traitées par le sous-traitant (adjudicataire), ses agents, ses employés ou ses prestataires intermédiaires dans le cadre du marché ou en rapport avec celui-ci, le sous-traitant (adjudicataire) s'engage à et fait en sorte que les agents, les prestataires intermédiaires et les employés s'engagent à :

- Ne traiter, ne transférer, ne modifier, n'amender ou n'altérer les données personnelles et ne divulguer ou n'autoriser la divulgation des données personnelles à des tiers que :



- conformément aux instructions du responsable de traitement ; ou
  - dans les circonstances requises par la législation de l'Union ou de l'État membre à laquelle est soumise le sous-traitant, auquel cas le sous-traitant doit informer le responsable de traitement de cette obligation légale avant le traitement de ces données personnelles, sauf lorsque la loi interdit de communiquer de telles informations pour des motifs d'intérêt public importants ;
- Prendre toutes les mesures raisonnables pour veiller à ce que tous les employés, agents et prestataires intermédiaires susceptibles d'avoir accès aux données personnelles :
  - soient informés de la nature confidentielle des données personnelles ; et
  - soient soumis aux engagements de confidentialité ou aux obligations professionnelles ou légales de confidentialité applicables à de telles données personnelles et à leur traitement ;
- Sauf lorsque des directives légales prévoient qu'un sous-traitant ou un responsable de traitement n'est pas tenu de signaler une violation de données personnelles, avertir sans délai le responsable de traitement dès qu'ils ont connaissance d'une telle violation de données personnelles et apporter leur assistance au responsable de traitement, en tenant compte de la nature du traitement et des informations à la disposition du sous-traitant, pour l'aider à respecter ses obligations de notification, enquête, correction et remédiation d'une violation de données personnelles prévues par la législation sur la protection des données;
- Coopérer, à la demande du responsable de traitement, dans la mesure raisonnable et nécessaire pour permettre à ce dernier de respecter les droits d'une personne concernée visés par la législation sur la protection des données concernant les données personnelles traitées par le sous-traitant aux termes des contrats et se conformer à toute évaluation, demande, avis ou enquête visée par la législation sur la protection des données, y compris par un organe de régulation, sous réserve d'un préavis raisonnable.
- Autoriser uniquement les prestataires intermédiaires acceptés par le responsable de traitement à traiter des données personnelles, sous réserve des conditions suivantes :
  - Le responsable de traitement doit être préalablement informé de l'identité du prestataire intermédiaire proposé ;
  - les contrats conclus entre le sous-traitant (adjudicataire) et le prestataire intermédiaire doivent prévoir des dispositions essentiellement similaires à celles stipulées dans le présent avenant ;
  - le sous-traitant (adjudicataire) restera entièrement responsable vis-à-vis du responsable de traitement, conformément aux termes des contrats, notamment en matière de responsabilité, dans le cas où un prestataire de services intermédiaire ne respecterait pas ses obligations en rapport avec le traitement des données à caractère personnel.
- Cesser le traitement des données personnelles à l'expiration ou à la résiliation des contrats ou, en cas de cessation anticipée, le service qui en est l'objet et, au choix du responsable de traitement, renvoyer ou supprimer les données personnelles et toute copie de celles-ci ou des informations qu'elles contiennent, sans préjudice des obligations légales en vigueur dans l'Union ou dans l'État membre concernant l'archivage ou le stockage de ces données personnelles.

Le responsable de traitement accepte par les présentes que le sous-traitant (adjudicataire) engage une société du groupe du sous-traitant pour le traitement des données personnelles comme stipulé dans les présentes dispositions.

Sur demande, le sous-traitant (adjudicataire) fournira au responsable de traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer qu'il respecte ses obligations aux termes des présentes dispositions, autorisera et contribuera aux audits, y compris aux inspections, réalisés par le responsable de traitement.

Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre mais aussi de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que de la probabilité et de la gravité du risque pour les droits et libertés des personnes concernées, chaque partie doit appliquer et veiller à ce que ses agents, prestataires intermédiaires et employés appliquent les mesures techniques et organisationnelles appropriées, et ce afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, en prenant tout particulièrement en compte le risque de destruction, perte, altération accidentelle ou illégale des données à caractère personnel ou le risque de divulgation ou d'accès non autorisé à ces données.

Le sous-traitant (adjudicataire) devra fournir une assistance raisonnable au responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour les consultations préalables avec les autorités de contrôle compétentes dans les cas où le responsable de traitement jugerait raisonnable de le faire en vertu de l'article 35 ou 36 du RGPD, pour autant que cela concerne uniquement le traitement des données personnelles effectué par le sous-traitant (adjudicataire) et en prenant en compte la nature du traitement et les informations dont dispose le sous-traitant (adjudicataire).

## 8 CLAUSES RELATIVES À L'EXÉCUTION

### 8.1 CONDITION D'EXÉCUTION # 1 – INSERTION PROFESSIONNELLE DE DEMANDEURS D'EMPLOI PAR LA FORMATION

L'attributaire transmettra une déclaration sur l'honneur selon laquelle il s'engage, en cas de projet d'augmentation de son personnel chargé d'exécuter le présent marché, à contacter le FOREM pour se renseigner sur l'intégration de candidats sortis de formation ou sur le Plan de Formation Insertion.

L'attributaire devra fournir au fonctionnaire dirigeant la preuve des démarches effectuées.

### 8.2 CONDITION D'EXÉCUTION # 2

L'attributaire devra respecter scrupuleusement les clauses techniques et toutes mesures environnementales en vigueur au moment du dépôt de l'offre.

#### **Gestion des déchets**

Les déchets verts produits dans le cadre de l'exécution des prestations devront être, soit compostés dans les installations du prestataire, soit transférés vers une entreprise de traitement de déchets verts désignée à cet effet. **Le soumissionnaire transmettra une déclaration à cet effet en début de marché**

Les déchets organiques de bois devront être broyés sur site et/ou dans les installations du prestataire. **Le soumissionnaire transmettra une déclaration à cet effet**

#### **Entretien de l'outillage**

Les huiles-moteur doivent être collectées et traitées par une société de traitement de déchets agréée. **Le soumissionnaire transmettra une déclaration à cet effet en début de marché**

Les lubrifiants doivent correspondre aux critères du groupe de produit 'lubrifiants' (cf. fiche en annexe). **Le soumissionnaire transmettra une déclaration à cet effet en début de marché**

#### **Contrôle**

Le pouvoir adjudicateur est susceptible de contrôler l'exécution des clauses environnementales à quelque stade que ce soit de l'exécution du marché.

### 8.3 SPÉCIFICITÉ DE L'ACCORD-CADRE

L'article 7 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 dispose que « *pour ce qui concerne les marchés conclus sur la base de l'accord-cadre, l'ensemble des dispositions, sans préjudice des articles 5 et 6, sont d'application,*



*sauf disposition contraire dans les documents du marché. Pour les marchés visés, il ne peut toutefois pas être dérogé aux dispositions de l'article 9, §§2 et 3 [délai de paiement et délai de vérification] et de l'article 69 [intérêt pour retard dans les paiements et indemnisation pour frais de recouvrement] ».*

En d'autres termes, l'arrêté royal du 14 janvier 2013 s'applique aux marchés fondés sur l'accord-cadre, sauf disposition contraire dans le cadre du présent cahier.

A cet égard, il est à noter que la révision des prix unitaires en fonction des quantités exécutées au sens des articles 80 (§2, al.2 et 3, §§ 3 et 5) et 81 ne sont pas applicables.

De même, les articles 44, §2, 45, §3, 52, 54, 55, 56, 57, 59 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 ne trouvent pas à s'appliquer.

#### **8.4 PERSONNEL EN CHARGE DE L'EXÉCUTION**

Exception faite des courriers recommandés imposés par la présente législation, les parties communiqueront par courriel.

Prestataire : l'adresse courriel à utiliser sera communiquée au fonctionnaire dirigeant dans un délai maximal de 15 jours à dater de la réception du courrier de notification du marché.

Tout contact téléphonique sera confirmé par un courriel.

Dans les 15 jours à dater de la réception de la notification, l'attributaire désigne un gestionnaire d'équipes pour la conduite et la surveillance des prestations et doit en informer le fonctionnaire dirigeant en fournissant l'étendue du mandat. Le fonctionnaire dirigeant a le droit d'exiger, à tout moment, le remplacement du délégué.

#### **Liste du personnel occupé**

L'adjudicataire tiendra à la disposition du fonctionnaire dirigeant la liste exhaustive des membres du personnel mis à disposition dans le cadre de l'exécution de ce marché. En cas de modification, ne actualisation devra être effectuée dans les moindres délais.

L'adjudicataire remplace immédiatement les membres du personnel qui lui sont signalés pour l'adjudicateur comme compromettant la bonne exécution du marché par leur incapacité, leur mauvaise volonté ou leur inconduite notoire.

***L'adjudicateur précise que sera considérée comme 'incapacité compromettant la bonne exécution du marché', la méconnaissance de la langue française du chef d'équipe du prestataire ou de ses sous-traitants.***

#### **8.5 PLANNING**

Le pouvoir adjudicateur peut faire surveiller ou contrôler partout la réalisation des prestations.

Pour ce faire, l'attributaire est tenu à communiquer au fonctionnaire dirigeant les informations suivantes :

- Planning annuel des prestations : dans les 15 jours de calendrier qui suivent la notification du présent marché, le prestataire de services rencontrera le fonctionnaire dirigeant afin de négocier ce planning
- Planning journalier des prestations : la semaine précédente aux dates concernées (semaine allant du lundi au vendredi) - Il est bien entendu possible que les conditions météorologiques modifient les plannings transmis. Dans ce cas, le prestataire informera le fonctionnaire dirigeant du changement au maximum le jour précédent
- Il est demandé que les prestations par site ne dépassent pas le deux jours

Il est à souligner que la visite du chantier par le fonctionnaire dirigeant ne vaut pas réception provisoire des prestations



## **8.6 MISE EN PLACE DE L'ACCORD CADRE**

### **Notification**

Le pouvoir adjudicateur transmettra à l'attributaire du marché une notification écrite, par voie postale recommandée, confirmant la date de démarrage de l'accord-cadre ainsi que sa durée.

Endéans les 14 jours calendrier à dater de la réception de la notification, l'attributaire devra transmettre un planning d'intervention détaillé provisoire au pouvoir adjudicateur. L'attributaire détermine, en accord, avec le fonctionnaire dirigeant, les jours et heures de prestations, site par site. Une fois établi, ce modèle de planning deviendra contractuel.

### **Réunions**

Endéans les 14 jours calendrier à dater de la réception de la notification, une « réunion de démarrage » sera effectuée entre l'attributaire et les pouvoirs adjudicateurs.

Des réunions de travail mensuelles seront programmées (jour, heure et lieu à convenir de commun accord entre les parties). Au cours de celle-ci, toutes les observations et éventuelles plaintes relatives à l'exécution du marché seront communiquées au prestataire de services. Un procès-verbal de réunion devra systématiquement être dressé par les délégués du prestataire de services. Ils devront prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier aux lacunes constatées.

## **8.7 MISE EN PLACE DES MARCHÉS**

Le prestataire transmet, conformément au planning général, des plannings spécifiques hebdomadaires au fonctionnaire dirigeant maximum 7 jours avant la date de la prestation.

## **8.8 SÉCURITÉ SUR CHANTIERS**

Sans préjudice des autres obligations prévues par la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et par l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles, l'attributaire est tenu pendant l'exécution des prestations :

- d'informer le pouvoir adjudicateur sur les risques inhérents aux travaux et sur les mesures qu'il compte prendre pour les gérer
- de coopérer avec le pouvoir adjudicateur en vue de la coordination des activités sur le chantier.

Ces obligations constituent une charge d'entreprise.

Le prestataire veille au respect de toutes les obligations de sécurité imposées par convention collective du travail rendue obligatoire. Ce personnel est par ailleurs tenu d'observer les prescriptions indiquées dans le R.G.P.T. et le Code sur le bien-être au travail. Les dégâts causés par l'adjudicataire ou ses préposés aux locaux, aux biens mobiliers et immobiliers doivent être réparés à ses frais et dans le délai le plus court possible.

## **8.9 MODALITÉS COMPLÉMENTAIRES EN MATIÈRE D'ASSURANCE**

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.

Dans un délai de trente jours à dater de la conclusion du marché, l'adjudicataire justifie qu'il a souscrit les contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue et la responsabilité garantie requise.

L'adjudicataire est tenu de souscrire les assurances nécessaires à compter de l'attribution du marché et de les conserver ou renouveler pendant toute la durée du marché, pendant laquelle sa responsabilité sera couverte comme mentionné ci-dessus.





L'adjudicataire transmettra au pouvoir adjudicateur, sur simple demande, une copie des polices d'assurance souscrites à cet effet ; il lui transmettra aussi, sur simple demande, son éventuel schéma de réassurance ainsi que le détail de la chose assurée et du montant de l'assurance.

A défaut d'une telle police d'assurance ou en cas de couverture insuffisante pour garantir le chantier en question, cela sera considéré comme un manquement aux clauses du marché pouvant donner lieu à la mise en place des mesures d'office.

## **8.10 CAUTIONNEMENT**

### **8.10.1 Montant du cautionnement**

5% du montant du marché.

Le cautionnement peut être constitué d'une des manières prévues à l'arrêté royal du 14 janvier 2013.

Lorsque ce dernier devient inadapté pour quelque cause que ce soit (prélèvement d'office, prestations supplémentaires ou modifications à la demande du Adjudicateur ...) impliquant une augmentation ou diminution de plus de 20% du montant initial du marché, il est reconstitué ou adapté en conséquence à la demande de la partie intéressée.

### **8.10.2 Libération du cautionnement**

La réception du marché vaut demande de libération totale du cautionnement.

## **8.11 MODIFICATIONS AU MARCHÉ – CLAUSES DE RÉEXAMEN**

### ***Ajout de zones du fait de modifications du patrimoine (art. 38/1)***

Le prix des prestations supplémentaires tiendra compte du prix unitaire forfaitaire offert dans l'offre initiale et des éventuelles révisions.

### ***Ajout de zones en fonction de la modification de besoins actuels (art. 38/1)***

Seront concernées les zones suivantes :

- Terrain enclavé sur Flénu, rue capron, Auguste Lambert
- Terrain enclavé Jemappes, cité Morette
- Talus enclavé sur Jemappes, cité Morette
- Terrain sur le chemin de la Poterie

Le prix des prestations supplémentaires de débroussaillage sera identique au prix unitaire offerts dans l'offre initiale et des éventuelles révisions.

### ***Modification du nombre de passages (art. 38/1)***

Le prix des prestations supplémentaires sera identique aux prix unitaires forfaitaires offerts dans l'offre initiale et des éventuelles révisions.

### ***Modification de prestations (art. 38/2)***

Etant donné l'absence de traitement des mauvaises herbes, certaines zones pourraient à terme changer à savoir la suppression de prestations n°2.2.2. et 2.2.3 pour des prestations de type « tonte ».

Les modifications ne donneront lieu à aucune indemnité, mais les quantités seront adaptées.

### ***Suppression de zones du fait de modifications du patrimoine (art. 38/2)***

Aucune indemnité ne pourra être demandée si la perte budgétaire annuelle est inférieure à 10% du budget annuel.

En cas de dépassement des 10% de budget annuel prévu à l'inventaire, une indemnité égale à 10% de la perte totale pourra être appliquée.

### ***Modification du siège social de l'adjudicateur (art. 38/4)***



Le siège social de l'adjudicateur sera modifié au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 voire 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Etant donné la proximité géographique et le faible impact de la modification sur le marché, aucune modification de l'économie du marché ne sera acceptée.

#### ***Révision annuelle des prix (art. 38/7)***

Les prix offerts pourront être revus pendant l'exécution du contrat, sur demande de l'attributaire.

Cette demande se fera deux mois avant la date anniversaire. La date anniversaire est fixée à la date d'ouverture des offres.

Le soumissionnaire mentionnera clairement les indices officiels utilisés, leur valeur à l'introduction de l'offre et le moment de lecture souhaité, ainsi que l'endroit où ces indices peuvent être consultés.

Formule de révision :  $P = P_0 \times (S/S_0)$  où :

P= Prix révisé

P<sub>0</sub>= prix à réviser au temps 0

S= indice des salaires actualisé

S<sub>0</sub>= indice des salaires au temps 0

#### ***Impositions ayant une incidence sur le montant du marché (art. 38/8)***

Pour pouvoir bénéficier d'une révision des prix sur les fournitures pour lesquelles une taxe supplémentaire est entrée en vigueur après le 10<sup>ème</sup> jour précédant la date ultime fixée pour la réception des offres, le prestataire devra transmettre tous documents comptables justifiant le coût supplémentaire sachant que ce dernier devra être calculé sur le prix fabriquant et non le prix considérée lors du calcul des prix unitaires remis.

### **8.12 VÉRIFICATION DES SERVICES**

#### Réceptions techniques préalables

La réception technique préalable des produits qui seront utilisés dans le cadre de l'exécution s'effectuera pour l'accord-cadre et sera applicable aux marchés y découlant sauf en cas de modification de la réglementation pouvant induire une réception technique préalable complémentaire.

Modalités de la réception technique préalable :

Dans un délai maximal de 15 jours à dater de la réception de la notification de l'accord-cadre, l'attributaire transmettra au fonctionnaire dirigeant les fiches techniques et les fiches toxicologiques de tous les produits concernés.

Le fonctionnaire dirigeant disposera, à dater de la réception des documents, **d'un délai de maximum 15 jours** pour marquer son accord ou son refus à l'attributaire.

Suite à l'entrée en vigueur de nouvelles réglementations européennes ou belges, selon lesquels certains produits se verraient ne plus être autorisés et par là seraient refusés par le fonctionnaire dirigeant, l'attributaire disposera d'un délai maximum de 15 jours pour transmettre les fiches relatives au nouveau produit proposé. Une réception technique préalable complémentaire sera alors effectuée.

Une réception technique des prestations sera réalisée par le fonctionnaire dirigeant en fonction des plannings transmis.

#### Réception définitive des services

Les services seront vérifiés par le fonctionnaire dirigeant et/ou son délégué, en fonction des données indiquées au planning.

Les services qui ne satisferont pas aux clauses des documents de marché seront recommencés par le prestataire. A défaut, ils feront l'objet des moyens d'action prévus à la législation.



### 8.13 PAYEMENTS

#### 8.13.1 *Avances et acomptes*

Il ne sera accordé ni avances ni acompte

#### 8.13.2 *Facturation*

Les factures sont introduites au siège social de l'adjudicateur, par bon de commande et de manière mensuelle, dans un délai de max. 15 jours à dater de la fin des prestations. Elles devront être datées, signées, mentionner la référence du cahier spécial des charges, être libellées conformément aux postes d'inventaire.

Pour les évacuations, les bons de mise en décharge devront être joints.

Pour Toit&moi :

La facture est envoyée en 1 exemplaire à l'attention du service comptable (Place du Chapitre n°2 à 7000 Mons) et une copie sera transmise par courriel au fonctionnaire dirigeant

Pour le Collège communal de la Ville de Mons :

Responsable des équipes de proximité - rue de Nimy, 138 à 7000 Mons.

#### 8.13.3 *Délais de paiement*

L'adjudicateur dispose de 30 jours pour procéder aux vérifications nécessaires pour autant qu'il ait été mis en possession des documents utiles.

A compter du terme du délai de vérification susvisé, l'Adjudicateur dispose de 30 jours pour procéder au paiement.

Les intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure.

### 8.14 MOYENS D'ACTION DE L'ADJUDICATEUR

**Défauts d'exécution et sanctions.**

#### 8.14.1 PV DE MANQUEMENT

Tous les manquements aux clauses du marché seront constatés par un « Procès-verbal de manquement » dont une copie sera transmise immédiatement par envoi recommandé à l'adjudicataire.

L'adjudicataire sera tenu de réparer sans délai ses manquements. Il pourra également faire valoir ses moyens de défense.

Les manquements constatés pourront déboucher sur l'application de mesures d'office.

#### **Dérogation**

Tous les manquements au marché de type **retard d'exécution** sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'attributaire par fax et courriel. L'attributaire est tenu de réparer sans délai les manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par fax et courriel dans les 48 heures à dater de la date et heure du fax.

#### 8.14.2 PÉNALITÉS SPÉCIALES

Il est entendu que des prestations d'entretien d'espaces verts (comprenant en grande partie des tontes) impliquent une périodicité dépendante des conditions climatiques. Ainsi, sachant que les tontes s'effectuent en moyenne toutes les 2 semaines, il est nécessaire que le pouvoir adjudicateur puisse réagir dans des délais plus courts afin de régler tout manquement à la bonne exécution des prestations et ce, d'autant plus que ces manquements auront un impact de sur l'image de la Ville de Mons.



De manière générale, tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, pour lesquels aucune autre pénalité spécifique n'est prévue, sont sanctionnés par une pénalité spéciale forfaitaire de 50 euros par manquement.

La constatation d'un retard des prestations pouvant nuire à l'image de la Ville de Mons (tontes avant les festivités locales) et de Toit et moi donne lieu de plein droit à une pénalité forfaitaire de 400 euros par jour de retard.

La constatation d'une qualité des prestations inférieure à celle exigée par le pouvoir adjudicateur donne lieu à une pénalité forfaitaire de 50 euros par prestation mal exécutée, par rue. Cela sous-entend que plusieurs pénalités pourront être cumulées sur un site pour une prestation mal exécutée.

La constatation de l'utilisation de produits (produits n'ayant pas fait l'objet de la réception technique préalable) ne satisfaisant pas à la réglementation européenne et belge sur le respect de l'environnement donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de 50 euros.

Dans le cadre de l'utilisation de produit désherbant, l'utilisation de celui-ci donnera lieu, en plus de la pénalité spéciale, à un pv de manquement pour le premier constat de défaut d'exécution et à la résiliation du marché au deuxième constat de défaut d'exécution.

Tout dépassement du délai d'exécution fera l'objet d'une amende de 30,00 € euros par jour de retard et par prestation, sans plafond.

La constatation de la non-application d'une clause d'exécution ou d'une mesure environnementale énoncée dans le « rapport environnemental » donnera lieu à l'application d'une pénalité spéciale de 100 euros par prestation commandée.

#### **8.15 RÉCEPTIONS**

La réception définitive a lieu tacitement par le paiement de la facture.